

# L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#27  
AVRIL  
2013

## DU FRIC POUR LES FACs ET LES LYCÉES,



## PAS POUR LES FLICs NI POUR L'ARMÉE !

### DU FRIC POUR LES FACs ET LES LYCÉES, PAS POUR LES FLICs NI POUR L'ARMÉE !

**F**rançois Hollande est devenu PDG d'Areva... Faux ? Pourtant on pourrait le croire facilement tant il dépense d'énergie pour défendre les intérêts du fleuron du nucléaire français. Dernier exemple en date : une visite en Russie où de juteux contrats ont été signés par les capitalistes français qui accompagnaient leur président de leur république. Contrats signés alors que s'ouvrait, le jour même de la visite de Hollande, un procès d'opposants politiques au régime ultra-répressif de Vladimir Poutine. Et pourtant, pas un mot sur les droits de l'homme ou la démocratie... L'idée même que l'armée française puisse intervenir en Russie au nom de ces prétextes semblerait idiote à tout le monde.

Pourtant, au Mali, ce sont ces prétextes qui sont utilisés, toujours par Hollande, pour justifier l'intervention militaire française. Une guerre encore une fois menée par l'impérialisme français pour stabiliser ses intérêts économiques et politiques

dans la région ; ceux d'Areva notamment, qui possède ses principales mines d'uranium au Niger, pays voisin.

En tout cas, une sale guerre, sûrement pas menée pour aider la population malienne. Il s'agit du même gouvernement qui, ici en France, chasse les Maliens, les emprisonne dans les centres de rétention, développe une politique raciste. Un gouvernement qui se dit de gauche mais qui maintient à son poste un Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, qui se vante d'expulser plus de sans-papiers que la droite précédemment... et qui décide de poursuivre en justice les ouvriers de Goodyear qui se battent contre les licenciements.

Un gouvernement qui poursuit la même politique que la droite en adaptant encore un peu plus l'éducation aux besoins des entreprises grâce aux lois Peillon et Fioraso dans les facs et les lycées.

Un gouvernement qui nous donne donc autant de bonnes raisons de lutter contre sa politique, de construire des mobilisations d'ampleur en faisant converger les luttes vers un mouvement d'ensemble stoppant l'austérité, faisant payer la crise aux seuls capitalistes.

Dans nos universités, lycées et lieux de travail, il faut nous atteler à la construction d'un mouvement de ce type. En nous réunissant en assemblées générales, en descendant massivement dans la rue, en exigeant le retrait des contre-réformes de l'éducation qu'on veut nous imposer ou le retrait des troupes françaises d'Afrique, il faut sans attendre organiser la riposte face aux capitalistes et au gouvernement Hollande-Ayrault.



**NPA  
JEUNES**

# François H. VS. Pape François

## DIX RAISONS POUR QUE LA FRANCE DÉCLARE LA GUERRE AU VATICAN

**1** - Au 21ème siècle, peut-on tolérer un pays dirigé par un homme élu à vie (avec démission tous les cinq siècles environ) ?

**2** - Peut-on tolérer que cet État jouisse du statut d'observateur à l'ONU et que le traité de Lisbonne lui donne un droit de regard sur les projets de loi soumis au Parlement européen ? C'est ainsi qu'il exerce directement des pressions - parfois en alliance avec d'autres États théocratiques - pour faire échouer des résolutions condamnant les discriminations homophobes ou faire reculer les droits des femmes.

**3** - Chavez n'étant plus là, ça fera toujours un dictateur qu'il n'aura pas défendu.

**4** - Avec des revenus annuels de plusieurs centaines de millions d'euros pour une population de moins de neuf cents citoyens, le Vatican ça vaut presque les mines d'uranium du Niger.

**5** - En cas de guerre, on peut prendre des mesures intérieures exceptionnelles, comme arrêter et interner d'office des amis du dictateur en robe blanche : la dénommée Virginie Tellenne (aka « Frigide Barjot »), Christine Boutin, les membres du groupe terroriste Civitas...

**6** - Dans la même idée, on pourrait réquisitionner les 50 000 immeubles détenus par l'Église française pour en faire des logements.

**7** - Plutôt que d'envoyer les CRS et gendarmes mobiles sur les ouvriers en lutte, on pourrait les envoyer à Saint-Nicolas du Chardonnet.

**8** - Les mercenaires étrangers au service du dictateur (plus connus sous le nom de « Garde suisse ») ne sont armés que de lances. Même l'armée française devrait pouvoir rivaliser.

**9** - De toutes façons, il n'y a plus de gouvernement en Italie non plus, alors ça devrait être facile.

**X** - L'entreprise Bouygues s'est déjà dite intéressée pour le marché de la reconstruction après les bombardements. Pour remplacer la chapelle Sixtine, une réplique de la tour de TF1 serait envisagée. Vinci aurait un contre-projet pour construire un aéroport international reprenant les plans de Notre-Dame-des-Landes. Vincent Bolloré, déjà expert en papier Bible, serait pré-senti pour prendre le marché de la distribution d'eau bénite. Areva voudrait récupérer le marché mondial des cierges et bougies pour avoir un plan B en cas de sortie du nucléaire.

## CLASH ENTRE RAPPEURS

Le clash commencé entre les deux rappers Booba et Rohff, puis avec La Fouine, a beaucoup fait parler. Un moyen pour ces stars de gagner en popularité et de faire grimper en flèche la consultation de leurs vidéos Youtube.

### Un clash réactionnaire

Alors que la mentalité des débuts du rap (aux États-Unis comme en France) avait des accents contestataires, voire révolutionnaires, c'est le côté gangsta commercial qui s'est renforcé dans les années 90 et 2000 : jouer aux gangsters, montrer ses muscles et ses grosses bagnoles, insulter les darons, faire de l'argent... Ce rap business, le « rap game » par opposition au « rap conscient » prédomine : chacun veut avoir la première place... Et tant pis s'il faut pour cela apporter moins de textes intéressants. Dans « FDP », sorti sur Youtube, Sefyu parvient à dire plus de cent fois... « Fils de pute ! »

Ce rap de frime montre la rupture entre les rappers et leur public. Il n'a plus rien à voir avec la culture populaire, la vie dans les cités, celle des jeunes et des prolos. Il met en scène des

millionnaires essayant de gagner encore plus. C'est pour cela que le dernier clash a été autant médiatisé : ce sont désormais les journalistes les plus bourgeois qui se passionnent pour ces affaires.

### Pour un hip hop révolutionnaire !

Bien sûr, pour eux il s'agit de stigmatiser la culture hip hop, celle des quartiers

populaires, de la jeunesse ouvrière, des enfants de travailleurs et de travailleuses immigrés. Comme si la concurrence, la violence, le sexisme, le virilisme et l'homophobie n'étaient justement pas les caractéristiques principales de la culture bourgeoise !

Aujourd'hui, la majorité des jeunes se rendent compte que le clash n'est finalement qu'une mascarade ridicule. Et si Valls souhaite s'attaquer au rap, c'est bien parce que c'est un vecteur

de la révolte. Ce ne sont pas des rappers comme Booba, La Fouine ou Rohff qui ont eu des problèmes avec la justice pour leurs textes. Ce sont d'autres rappers qui attaquaient des personnalités réactionnaires (Yousoupha contre Éric Zemmour), l'État français (Monsieur R, Sniper, Z.E.P.) ou l'ordre établi.

Le rap underground, privé d'antenne sur Skyrock et Canal + existe toujours. On peut en découvrir quelques exemples :

Z.E.P., Nique la France : <http://www.youtube.com/watch?v=KdA2j4oU7v8>

KASH Leone, rappeur et ouvrier à PSA Aulnay : <https://www.youtube.com/watch?v=5Fnx-phCCA1>

TysBah et Nemesis : <http://www.vengle.com/s/tysbah.html>

Dead Prez (rappeurs afro-américains clashant Obama) : <http://www.youtube.com/watch?v=3faiBmSdfLo>



**ABONNEZ-VOUS !**  
à **Tout est à nous !**



- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (chèques à L'ORDRE DE APEIJ)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA

### Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom ..... Adresse ..... Ville .....

Prénom ..... Téléphone .....

STATUT : ..... Code postal ..... e-mail .....

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL  
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM  
NPA.JEUNES.FREE.FR // 01 48 70 42 30

Avril 2013  
www.npa2009.org  
http://npa.jeunes.free.fr  
contact-jeunes@npa2009.org

**L'ÉTINCELLE  
ANTICAPITALISTE**

**L'étincelle anticapitaliste**  
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

# « REFONDATION DE L'ÉCOLE » : PEILLON SUR LA TRACE DE CHATEL

**S**emaine de quatre jours ? Quatre jours et demi ? Le débat prend des allures de comédie dramatique, chacun y allant de son couplet. Fait un peu particulier quand on fouille un peu le projet de loi Peillon, dit de « refondation de l'École de la République » : il ne concerne pas simplement les rythmes scolaires, mais constitue une réorganisation du système éducatif dans son ensemble.

## L'enfumage des « créations » de postes

Le gouvernement annonce la création de 60 000 nouveaux postes sur cinq ans. Non seulement cela ne compense

pas les suppressions antérieures et l'arrivée de plus d'élèves dans le système scolaire... Non seulement cela se fera au détriment du reste de la fonction publique... Mais il ne s'agit en fait pas de créations. La plupart ne seront que des remplacements de départs à la retraite ! Beaucoup seront des « emplois d'avenir professeurs », des contrats précaires sous-payés, permettant aux établissements d'embaucher des jeunes pour une durée déterminée, sans obligation de titularisation ni même de formation (voir numéros précédents).

Avant la masterisation de 2009, les stagiaires de l'Éducation étaient rémunérés à 100 %, même s'ils ne

faisaient qu'un tiers temps devant les élèves. Désormais, les candidats admissibles au CAPES de juin feront leur stage à partir de septembre, payés à mi-temps. Et ils passeront les épreuves finales du concours en juin prochain... Autrement dit, s'ils ratent, ils auront fait un an de stage pour rien !

## Baisses de budgets et concurrence

Les budgets n'augmentent que pour favoriser les activités « péri-scolaires » alors que les moyens manquent cruellement pour les enseignements et que les salaires stagnent. Ces nouveaux fonds (dérisoires en comparaison au

budget total de l'Éducation) seront gérés directement par les communes et alloués en fonction du nombre d'élèves et de la rapidité avec laquelle sera mise en place la réforme des rythmes. Il en ira de même pour les collèges et les lycées avec les transferts de compétences aux conseils régionaux et départementaux. La ressource pédagogique « internet » devient la ressource principale, en concurrence avec les manuels scolaires par exemple, alors qu'il existe déjà une « fracture numérique » importante en terme d'accès à l'informatique.

Il s'agit d'intégrer de nouvelles méthodes de gestion managériales dans les écoles pour mieux adapter les parcours en fonction des besoins

du secondaire. La plupart des cursus et des modes d'évaluation seront déterminés par des décrets.

De la maternelle à l'université, l'objectif est d'adapter la formation des futurs travailleurs que sont les jeunes aux nouvelles conditions économiques, c'est-à-dire à la crise profonde du système capitaliste. Nous n'avons pas à faire les frais de cette politique ! Nous devons refuser la réorganisation à marche forcée de notre éducation, au service des patrons et des exploiters.

Correspondant

# CONTRE LA RÉFORME PEILLON, PRÉPARONS LA CONTRE-OFFENSIVE !

**L**a nouvelle réforme de l'école annoncée par Peillon est une attaque importante pour les conditions de travail des profs et d'études des lycéens. Pourtant, à l'exception du primaire, où des taux de grévistes records en région parisienne ont été atteints, il y a peu de réactions. Les directions syndicales, notamment celle de la FSU (majoritaire dans l'Éducation nationale), ne semblent pas avoir pour ambition de s'affronter aux nouvelles mesures.

## Quelques débrayages contre les suppressions...

En revanche, dans un certain nombre de lycées, des débrayages ont eu lieu sur des revendications beaucoup plus locales. C'est le cas du lycée Pasteur à Lille, où suite à l'annonce de la suppression d'options et de postes, professeurs et lycéens ont mené deux journées de mobilisation et se sont rassemblés devant le rectorat. Au lycée des Arènes, à Toulouse, les lycéens ont bloqué et manifesté contre la fermeture de la filière art plastiques. Au lycée Maupassant de Colombes

(92), profs et lycéens ont fait grève et bloqué deux jours pour le maintien du poste d'un prof vacataire.

Ces grèves réunissent de nombreux lycéens motivés, qui en ont marre d'aller de réforme en réforme, de fermetures en fermetures et de voir leurs conditions d'études se dégrader un peu plus chaque année.

## ... Qui restent cantonnés au niveau local

Pourtant, ces débrayages restent des journées isolées, qui ne mobilisent qu'un seul lycée à la fois. La stratégie des rectorats de supprimer quelques postes par-ci une année, puis quelques uns par-là l'année d'après, a souvent l'effet escompté d'empêcher une mobilisation de l'ensemble des lycées.

Il est souvent très difficile d'élargir les revendications aux autres lycées lorsqu'il s'agit de suppressions de postes et de filières.



## La question de la réforme en filigrane

Pourtant, un peu partout, quelques lycéens essaient d'avancer sur la question de cette réforme, qui va encore empirer les choses. Ils tentent, souvent à contre-courant des professeurs, de mettre en avant les problèmes de cette réforme et d'en informer leurs camarades à travers des tracts et des discussions. Malgré un élan un peu combatif sur la question des suppressions, il

reste encore un gros travail d'information et de mobilisation à faire avant de voir des milliers de lycéens dans la rue contre cette réforme et contre l'éducation soumise aux patrons !

Florian et Violaine (comité jeunes  
de Lille)

# NAISSANCE DE SOLIDAIRES ÉTUDIANT-E-S, SYNDICATS DE LUTTES

**A**près un processus de plusieurs années, la Fédération syndicale étudiante (FSE) et SUD-Étudiant ont acté leur fusion au sein d'une nouvelle organisation étudiante de lutte, « Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes ».

Cette fusion intervient dans un contexte de recomposition du syndicalisme étudiant qui peine à trouver un nouveau souffle avec l'absence de lutte d'ampleur depuis le mouvement contre la LRU. Pourtant, les attaques néo-libérales se multiplient, la marchandisation du savoir se renforce.

Le projet de loi Fioraso, loin de revenir sur la LRU, accroît la concurrence entre les facs, accentue la sujétion du savoir et de la recherche aux besoins du patronat, et dilue toujours plus le contenu et la valeur des diplômes. Dans le même temps la précarité des personnels et des étudiant-e-s s'aggrave et nécessite une réponse qui prenne la mesure du problème ce qui est loin des propositions du gouvernement.

La fusion SUD-FSE donne naissance à une structure nationale d'une trentaine de syndicats. C'est un signal positif

pour un syndicalisme étudiant très morcelé. Il va dans le sens de l'unité de celles et ceux qui militent contre la marchandisation du savoir, contre les oppressions et les discriminations, sans se borner au seul monde universitaire. L'interprofessionnel est au cœur de cette logique, avec la reconnaissance des étudiant-e-s comme travailleur-ses en période de formation et l'adhésion à l'union syndicale Solidaires. Le travail unitaire (y compris avec des associations et organisations politiques sur des sujets transversaux) et l'investissement dans les conseils (sans bien sûr aucune

reconnaissance de leur légitimité), qui constituaient des sujets de tensions dans les fédérations mères, sont réaffirmés dans la charte.

La nouvelle fédération pose comme principe l'autonomie locale dans les limites du respect de sa charte fondatrice, avec une structure fédérale assez légère. Elle s'engage résolument dans un syndicalisme étudiant de lutte, cherchant à lancer des mobilisations auto-organisées et autogérées. Ainsi, elle construit dès à présent des mobilisations unitaires contre l'austérité à l'université, le projet de

loi Fioraso, ou les Accords nationaux interprofessionnels. L'objectif est un mouvement de masse auto-organisé, seul à même de rompre avec la logique du processus de Bologne pour construire un enseignement supérieur populaire et émancipateur libéré de l'influence des entreprises.

Correspondant

# PÉCRESSE EN A RÊVÉ, FIORASO LE FAIT !

**G**eneviève Fioraso se vante de ce que sa réforme est largement acceptée dans la communauté universitaire. Lors du passage au Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), elle n'a pourtant recueilli que 20 voix pour, 20 voix contre et 8 abstentions...

n'aurait pour but que de créer des innovations applicables à l'économie. Les entreprises économiseront les coûts et les risques. La recherche publique paiera et, une fois les innovations trouvées, les entreprises en tireront les profits.

## Restructurer l'université pour la structure économique !

La réforme des universités s'inscrit dans le processus de décentralisation. L'objectif est de répondre au plus près aux besoins des « bassins d'emploi locaux ». Les patrons auront leurs places dans les conseils pour décider des diplômes, des budgets, de la stratégie de recherche et de formation.

La mise en place de la formation à la carte répondra à leurs demandes. Alors que, jusqu'à présent, le ministère de l'ESR

devait valider le contenu de chaque diplôme, les universités se verront désormais accréditer à délivrer les diplômes sans contrôle.

Certes, la ministre proclame son souhait d'en cadrer les intitulés et les mentions. Mais le seul cadre contraignant est que 50 % des cours devront correspondre à la mention du diplôme. Quand on fait une licence de philosophie, il faudra donc faire 50 % de philo. Les autres enseignements peuvent n'avoir rien à voir avec cette matière !

Avec un tel cadre, les diplômés se spécialiseront selon le bassin d'emploi local. Chaque étudiant aura un parcours différent, qui dépendra de son université et son niveau. Un étudiant en psychologie de Nanterre - fac située entre une prison et le centre d'affaires de la Défense - se spécialisera dans la psychologie du travail ou du milieu carcéral ; un étudiant de Paris-Dauphine se spécialisera en psychologie cognitive et

clinique... Bien entendu, la spécialisation dépendra aussi du niveau de l'étudiant. Certains se verront interdire l'accès à la recherche.

Cette réforme va donc casser nos diplômes et nos chances de nous défendre sur le marché du travail. La force d'un diplôme est qu'il est reconnu nationalement et qu'il nous délivre certaines connaissances. Maintenant, ce ne sera plus le cas ; la concurrence entre les diplômés sur le marché du travail sera renforcée. Les entreprises pourront nous verser de moins bons salaires avec de moins bons contrats de travail...

**Pour nos droits, notre avenir, refusons le projet de loi Fioraso !**

**Herman (comité jeunes 92 nord)**



## La recherche, oui mais pour les patrons !

Face à la crise, les capitalistes ont besoin de limiter leurs coûts de recherche et développement, tout en cherchant l'innovation. Une solution est de transférer leurs budgets de recherche (3 milliards d'euros pour Apple, 7 milliards pour Microsoft ou 2,3 milliards pour PSA...) au secteur public.

C'est justement ce que propose la nouvelle réforme de l'Enseignement supérieur et de la recherche avec le « transfert des valeurs ». La recherche

# MOBILISATION DANS LES FACS : CE N'EST QU'UN DÉBUT...

**U**n tiers des universités en déficit, des conditions de travail et d'études qui se détériorent aussi bien pour les personnels (enseignants ou non) que pour les étudiants... Tels sont les effets des réformes de « libéralisation » de l'Enseignement supérieur, dont la LRU était la dernière mouture. C'était sans compter sur le projet de loi Fioraso, qui ne fait que renforcer la logique de la LRU en lui donnant une cohérence territoriale : appliquer l'austérité et assujettir le secteur aux besoins du patronat.

Face à ce constat, des assemblées générales (AG) étudiantes et de personnels se réunissent, dans un certain nombre d'universités. Ainsi, des AG

se sont déjà tenues à Nanterre, Nantes, Caen, Tolbiac, la Sorbonne, ou vont avoir lieu comme à Lille ou à Besançon, à l'appel d'organisations syndicales étudiantes et de personnels, mais parfois directement par la direction de la fac (comme à Nanterre ou à Nantes). Le but de ces AG : discuter du projet de loi Fioraso, de l'austérité dans les universités, de la dégradation de nos conditions de travail, d'études, mais surtout de comment construire et amplifier la mobilisation. Il nous faut imposer au gouvernement le retrait de ce projet de loi mais aussi l'abrogation de la LRU et refuser que ce soient les jeunes et les travailleurs qui paient la crise.

Un début de coordination existe aussi au niveau national. À l'appel des collectifs « Sauvons l'université » (SLU) et « Sauvons la recherche » (SLR), nés des mouvements contre la LRU et de l'intersyndicale de l'Enseignement supérieur et de la recherche, une première AG, réunissant environ 400 personnes, s'est tenue le 18 février, puis une seconde le 2 mars. Dans une motion votée à cette dernière, la communauté universitaire « exige le retrait pur et simple du projet de loi Fioraso ». Elle a appelé à manifester le 5 mars au côté des salariés, mais aussi à faire grève le jeudi 21 mars. Dans le même ordre d'idée, l'AG des étudiants de Nanterre a voté une motion appelant « l'ensemble de la communauté universitaire à se réunir en AG

partout en France, à se mobiliser massivement pour le retrait du projet de loi Fioraso ».

À l'heure actuelle, il est nécessaire de construire et d'amplifier la mobilisation, tant du côté des personnels que des étudiants, partout en France. Dans cette perspective, les prochaines semaines seront décisives...

**Victor Griot (comité jeunes Caen)**

# PENDANT CE TEMPS, À L'UNEF

**L'**UNEF, principal syndicat étudiant n'est pas très satisfaite de la politique du gouvernement socialiste (de la même obédience qu'elle) qui mène une politique tout aussi fidèle aux intérêts des capitalistes que ne l'était celle du gouvernement précédent. Et en même temps, elle ne se positionne pas pour imposer les revendications du mouvement social et particulier du milieu étudiant à ce gouvernement.

Peu importe la couleur du gouvernement, la direction mène la même politique... Celle de se compromettre en faisant passer des lois rétrogrades pour des avancées. Dernier exemple en date : la future loi des universités censée envoyer la LRU au tombeau. le gouvernement socialiste loin de mettre à bas l'autonomie ne fait que la renforcer en y ajoutant l'autonomie au niveau des diplômes. Les diplômes

seront composés à 50% par les universités comme elles le souhaitent, donc ça dépendra des universités. La direction de l'Unef répond que ce n'est pas bien grave car elle a obtenu un cadre national avec cadrage des intitulés et du nombre d'heures par filière. Est-ce suffisant? Cela s'appelle-t-il réellement un cadrage national des diplômes quand les universités sont accréditées pendant 5 ans pour délivrer les diplômes en étant libre de modifier le contenu sans contrôle? Le problème, c'est que le syndicalisme de l'unef est de plus en plus un syndicalisme de postures, qui se bat pour un éternel projet idéologique et qui croit que ce projet a commencé à être mis en place par le gouvernement précédent avec l'arrête licence, le 10ème mois de bourse et qu'il va continuer à l'être avec la nouvelle loi de l'actuel gouvernement. Pourtant, les faits sont têtus. On ne peut nier en tant que syndicaliste étudiant

que nos conditions d'études se sont très nettement dégradés ces dernières années. Les TD sont surchargés, peu d'embauches de titulaires sont effectuées et les vacataires travaillent avec des contrats précaires, les locaux sont dégradés et nos diplômes de moins bonne qualité...

Bref, quand on fait des études, on galère. Quand on cherche un boulot, on galère. Il devient donc urgent que s'organise dans l'Unef et dans le milieu étudiant, toutes celles et ceux qui souhaitent combattre cette logique qui vise à faire de nous une génération sacrifiée. Cela veut dire se battre dans les universités contre les conséquences de l'austérité et contre la future loi cadre. C'est faire malheureusement tout le contraire de ce que fait la direction du syndicat.

**Fifi**

## Dans ce numéro

**Dossier : Paix entre les peuples, guerre entre les classes !** Pages 4-5  
Bilan d'une décennie guerrière  
Mouvement anti-guerre  
Contre la guerre impérialiste au Mali  
La Libye après l'intervention occidentale  
Solidarité avec la Palestine

**Formation : Françafrique** Page 6

**Sur le vif** Page 7  
8 mars  
Procréation médicalement assistée  
En bref...

**Funky : Dix bonnes raisons pour...** Page 8  
**Culture : Clash entre rappers** Page 8

# PAIX ENTRE LES PEUPLES, GUERRE ENTRE LES CLASSES !

## POUR UNE HISTOIRE DU MOUVEMENT ANTI-GUERRE

**D**ès le début du vingtième siècle, le camp des opprimés s'est à un moment de l'histoire opposé à la guerre, tout en connaissant des sursauts de patriotisme derrière la meurtrière bannière de l'union nationale. Les représentants du mouvement pacifiste de l'époque s'appelaient Jaurès, Lénine, Rosa Luxembourg... Depuis la chute de l'URSS, l'OTAN a revu sa stratégie en redéfinissant notamment un nouvel ennemi commun : l'islam radical du Moyen-Orient et aujourd'hui en Afrique de l'Ouest est le maillon qui permet l'union nationale entre les classes dirigeantes et ceux qui n'ont rien à attendre de cette guerre.

### Agissons contre la guerre

Pourtant, au début des années 2000, un mouvement contre les guerres en Afghanistan et surtout en Irak s'est propagé dans le monde entier. Il avait comme première revendication le retrait des troupes du Moyen-Orient. En France, le collectif Agir contre la guerre (ACG) est né dans le 18ème

arrondissement de Paris en 2002, au moment de l'intervention des troupes de l'OTAN en Afghanistan. Dans les premiers temps, ce mouvement est resté minoritaire. Le soutien à la guerre face à la barbarie qu'imposaient les talibans, l'idée que l'armée de l'Alliance ne pourrait qu'être émancipatrice étaient très majoritaires. Il y a ici un parallèle à dresser avec l'intervention française au Mali. Bombarder des peuples qui risquent de tomber sous la domination d'islamistes radicaux apparaît de prime abord comme légitime.

Cela est dû à l'islamophobie, poison réellement répandu dans notre société. C'est d'ailleurs cette islamophobie qui a permis de légitimer toutes les interventions militaires de ces dix dernières années. D'un point de vue historique, on comprend alors que le combat antiraciste et le mouvement pacifiste ont fait cause commune, notamment en 2003 lors de la seconde guerre en Irak. Le mouvement contre la guerre y a pris une dimension extraordinaire. Selon

une étude 20 millions de personnes ont manifesté entre juin 2003 et juin 2004 en Europe. Le 15 février 2003, des manifestations avaient lieu dans plus de six cents villes d'une soixantaine de pays, réunissant entre 10 et 30 millions de manifestants... Un record historique.

Le 20 mars 2004, pour l'anniversaire du déclenchement de la guerre, une manifestation mondiale contre les occupations militaires était organisée. En France, on dénombrait 150 000 manifestants. Les sommets et contre-sommets internationaux, notamment ceux du G8, de l'Union européenne ou de l'OTAN, ont été des échéances de convergence des militants anti-guerre. Le sommet de Nice en novembre 2005 et celui des soixante ans de l'OTAN à Strasbourg en 2009 ont été les dernières manifestations internationales massives contre la guerre. Aujourd'hui le mouvement contre la guerre continue de vivre en se concentrant contre la colonisation israélienne en Palestine, contre les massacres à Gaza et pour le droit

à l'autodétermination du peuple palestinien.

### Du pacifisme à l'anticapitalisme ?

Les manifestations anti-guerre du début du vingt-et-unième siècle ont contribué à la politisation d'une génération née dans l'après-Guerre froide, dans l'idée du capitalisme comme horizon indépassable et d'un monde qu'on disait apaisé.

Il faut retenir de ce mouvement sa dimension internationaliste, sa lutte acharnée contre le nationalisme. Face aux puissances capitalistes et à leurs intérêts, il a répondu par l'unité des peuples.

Mais tant que perdurera ce système pourri, désormais en crise, alors perdurera la guerre. L'anticapitalisme se doit d'être la lutte finale à la barbarie de la guerre impérialiste !

Gaël (comité jeunes Tolbiac)

## LES BOMBES FRANÇAISES NE LIBÉRERONT PAS LES FEMMES MALIENNES !

**C**ontrairement à ce que dit François Hollande, les interventions militaires françaises n'ont jamais amélioré le sort des femmes.

Ces dernières années, de nombreux conflits se sont déclarés à travers la planète, entraînant l'armée française en Afghanistan, en Libye ou récemment au Mali. Ces guerres sont souvent justifiées par la nécessité de libérer les femmes du « joug » de l'islam fondamentaliste. Pourtant les organisations féministes en Afghanistan et au Mali refusent les interventions militaires.

L'Association Révolutionnaire des Femmes Afghanes explique que la guerre qui dure depuis 10 ans a accentué la misère touchant 80% de la population. La prostitution, les violences, les mariages forcés se développent. Le gouvernement en place depuis l'intervention militaire continue les politiques libérales qui rendent plus difficile l'accès à l'eau, à la santé et à l'éducation. Ces tâches sont de plus en plus prises en charge par les femmes dans le cadre domestique.

Au Mali, des femmes, bien conscientes des problèmes que suscitent les interventions militaires extérieures, ont publié un appel contre l'intervention française. Elles ne veulent pas servir de prétexte à l'impérialisme, surtout pas à l'armée française qui s'est rendue célèbre par les milliers de viols commis en Algérie.

En s'engageant au Mali, notre gouvernement tente de faire oublier qu'en France aussi, des femmes sont victimes quotidiennement de violences et de discriminations. De quel droit se permet-il de donner des leçons d'émancipation aux femmes des autres pays ?

Ce n'est pas la guerre qui permet de libérer les femmes de l'oppression. Il faudrait commencer par écouter les femmes qui s'organisent pour leur droit. Il faut lutter contre la misère, renforcer les services publics et permettre à chaque femme d'avoir un emploi pour être indépendante de sa famille. L'abolition de la dette publique malienne et l'expropriation des multinationales françaises

installées au Mali sont nécessaires pour permettre au peuple malien, et en particulier aux Maliennes d'améliorer leurs conditions d'existence.

Vio (comité jeunes de Lille) et Soufyene (comité jeunes Paris 7)

Une interview avec l'Association Révolutionnaire des Femmes d'Afghanistan :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18329>

Femmes du Mali : Disons « NON ! » à la guerre par procuration :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article27425>

**Solidarité avec la Palestine : Agir même en dehors des périodes les plus chaudes**

Les expériences de solidarité avec la Palestine sont nombreuses, surtout en période d'offensive israélienne. Durant l'opération « Plomb durci » de l'hiver 2008-2009, qui avait causé la mort de 1500 Palestiniens, des milliers de personnes étaient descendues dans les rues, notamment des jeunes des quartiers populaires offensés par la violence du conflit.

Lors de l'offensive « Pilier de défense » (pendant laquelle l'armée israélienne a tué le chef de la branche armée du Hamas) en 2012, les militants solidaires du peuple palestinien se sont réunis dans toutes les villes.

En dehors des périodes les plus chaudes, il est aussi possible et utile d'agir. Lors de l'été 2011, une flottille voulant apporter de l'aide humanitaire à Gaza s'est vu interdire son départ de Grèce mettant ainsi à jour la complicité des puissances impérialistes européennes avec les actes d'Israël.

# DOUZE ANS APRÈS LA « GUERRE SANS LIMITE » DE BUSH...

Le 26 février 2013, le ministre de la Défense français a admis que le retrait des troupes du Mali ne pourrait suivre le calendrier prévu. En 2001, en Afghanistan, les armées étrangères avaient progressé rapidement car les talibans refusaient les confrontations, avant de se retrancher dans les montagnes pour mener une guerre d'usure. En 2003 aussi, en Irak, Bush avait fièrement annoncé la mission comme « accomplie »... Le retrait des troupes combattantes vient seulement d'avoir lieu. À Bamako, Hollande a envisagé que les troupes françaises seraient appelées à rester.

## Le chaos irakien

Le bilan est particulièrement lourd en Irak : entre 100 000 et un million de civils tués, 4 millions d'exilés et 1,7 million de déplacés. Or, cette campagne était censée être courte. Dix ans plus tard, le pays a connu une guerre civile. Il n'a toujours pas retrouvé la moindre stabilité. Le gouvernement n'a plus la moindre légitimité aux yeux des Irakiens. Il est issu d'un compromis entre les

différentes régions et les composantes politiques régionales.

La forte corruption a amené l'État à être de plus en plus autoritaire, jusqu'à mettre en place un véritable État policier seul à même de maintenir son pouvoir. La répression des manifestations de février 2011 contre la précarité et la corruption en sont l'illustration. Les problèmes sont loin d'être résolus dans un pays où le taux de chômage excède les 20 % et où le principal employeur est un État corrompu (il emploie un tiers des travailleurs).

Al Qaïda s'est renforcée, alors qu'elle n'y existait pas avant 2003, les risques de conflits religieux entre chiites et sunnites sont forts.

## Le borbier afghan

En 2001, suite aux attentats du 11 septembre, l'OTAN décidait d'intervenir militairement en Afghanistan afin d'arrêter Ben Laden et de chasser les talibans du pouvoir pour « défendre les droits des femmes »... Aujourd'hui 40 % d'entre elles ne sont toujours pas scolarisées.

La chute rapide du régime des talibans pouvait laisser croire à un arrêt tout aussi rapide de l'intervention. Bien loin d'un retrait rapide, Sarkozy y a renvoyé mille soldats supplémentaires en 2007, suivi par Obama au lendemain de sa première élection. Le nombre de militaires étrangers est arrivé à 100 000. Les dernières troupes combattantes devraient rester jusqu'en 2014. C'est désormais la plus longue intervention états-unienne, devant le Vietnam.

Le bilan humain est désastreux. Le nombre de civils afghans tués est tu par les armées occupantes, mais il était estimé entre 8000 et 17 000 en décembre 2011. De nombreux conflits apparaissent entre l'État afghan et les administrations des États impérialistes présents. Ces désaccords gangrèment d'autant plus la situation que l'influence et le pouvoir des talibans s'accroît, ces derniers commencent d'ailleurs à reconquérir le pays. L'élection en 2004, de Karzaï avait fait naître un espoir pour le peuple afghan, mais la désillusion a été rapide et a laissé la place à un gouvernement fantoche.

Les borbiers afghan et irakien montrent qu'une guerre éclair contre le « terrorisme » - un ennemi difficile à identifier - est une chimère. De telles interventions ne peuvent qu'amener à un enlèvement et à un bilan matériel et humain désastreux.

Le mouvement anti-impérialiste doit revendiquer la fin immédiate des interventions et l'annulation de la dette des pays du tiers-monde pour éviter la déliquescence des États et les crises politiques et humanitaires qui y succèdent systématiquement.

Contrairement à ce que disent les discours néo-coloniaux des occupants, la situation ne pourrait être pire en cas de retrait des troupes. Au contraire, le départ des impérialistes est la première condition à la reconquête du pouvoir par les peuples et les classes populaires.

**Pierre (comité jeunes de Strasbourg)**

# NON À LA GUERRE AU MALI !

Quatre jours après le déclenchement de l'opération « Serval », Hollande jouait le Bush Jr ou le Poutine en déclarant qu'il allait « éliminer » les « terroristes »... Avant d'expliquer que la France ne défendait pas d'intérêt dans son ancienne colonie.

## La France, pompier pyromane

La crise malienne est d'abord celle d'un pays artificiellement créé sous la colonisation. Entre les populations touarègue et arabe du nord et celles du sud, il n'existe pas d'identité commune... D'autant qu'à l'époque coloniale, la France a usé et abusé du vieil adage « diviser pour mieux régner ».

Depuis la décolonisation, les Touaregs n'ont aucune voix au chapitre et les politiciens maliens sont totalement inféodés aux institutions internationales (FMI) qui ont imposé leurs « plans d'ajustement structurel » : cessation de paiement des fonctionnaires, privatisations au profit de multinationales... La France défend aujourd'hui quatre mille ressortissants, patrons ou cadres des cent-vingt-cinq entreprises hexagonales implantées au Mali (dont Bouygues, Eiffage, Air France, Orange, Vivendi, la BNP, Natixis...).

Les bandes armées qui ont pris le contrôle du nord l'ont fait certes par la violence - avec les armes libyennes laissées après la chute de Kadhafi - mais aussi en prenant en charge les tâches que l'État malien n'assumait

plus : écoles, hôpitaux, aide aux pauvres...

Hollande n'a pas de problème avec les régimes du Qatar, des Émirats arabes unis ou d'Arabie saoudite. Il ne leur reproche pas d'imposer des lois moyenâgeuses aux populations. Il en veut seulement aux intégristes du Mali de bloquer les exploitations des sous-sols (or, pétrole, uranium...) dans le pays et la région. La majorité de l'uranium exploité par Areva, le géant du nucléaire français, se trouve au Niger voisin.

## Une guerre demandée ?

En mars 2012, face à l'incapacité de l'État malien à résoudre ses troubles, des militaires renversaient le Président Amadou Toumani Touré (« ATT »). Ce coup d'État jouissait d'un certain soutien populaire, y compris des organisations syndicales et de gauche. Mais il était immédiatement dénoncé par la France et ses amis de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

En avril 2012, le Burkina Faso (dont le chef d'État, Blaise Compaoré a été porté au pouvoir par un coup d'État français en 1987 !) organisait une médiation, faisant du président de l'Assemblée, Dioncounda Traoré, le président par intérim, pour une durée de six semaines... Un an après, il est toujours là, pour « demander » l'intervention française.

Certes, l'armée française a été accueillie avec soulagement par une grande partie de la population du Mali, tant à cause des préjugés anti-

Touaregs très présents dans le sud et que de la légitime crainte des exactions des groupes armés. Pour autant, cette opération ne répond pas aux besoins de reconstruction des structures sociales, d'indépendance économique et de refondation d'État impliquant l'ensemble des peuples. Au contraire, elle renforce le chaos et la dépendance du pays.

## Construire un mouvement anti-guerre

Le 9 février dernier, deux cents manifestants étaient réunis devant le siège d'Areva à Paris, à l'initiative d'Alternative libertaire, de Lutte ouvrière et du NPA. En dehors des anticapitalistes révolutionnaires, la guerre fait l'unanimité.

Dans plusieurs villes, comme à Rennes, même la Gauche anticapitaliste -



La société civile palestinienne a lancé en 2005 un appel au boycott des produits israéliens. Cette campagne internationale (boycott, désinvestissement, sanctions - BDS) a d'ores et déjà des répercussions sur l'économie israélienne. Partout où les collectifs BDS existent, le NPA s'y associe et les jeunes sont à la pointe des mobilisations. Régulièrement, des produits israéliens sont retirés des rayons de grandes surfaces par les militants, dans le but de dénoncer leurs liens avec l'État colonisateur.

Agir en solidarité avec le peuple palestinien en dehors des périodes de conflit, c'est chercher à démontrer la complicité de notre propre État avec la colonisation, en participant aux mobilisations de solidarité lorsqu'il y en a, en organisant des réunions publiques sur nos facts, nos lycées... Mais le principal reste avant tout de respecter les modes de mobilisation choisis par les premiers concernés, les Palestiniens eux-mêmes, et donc de construire la campagne BDS pour affaiblir économiquement l'État d'Israël.

**JB (comité jeunes 92 nord)**

**Camille (comité jeunes Le Mans)**

# IL EST FINI LE TEMPS DES COLONIES ?

## Pour aller plus loin...

### Bibliographie :

Yves Benot, **Massacres coloniaux, 1944-1950 : la IV<sup>e</sup> république et la mise au pas des colonies françaises**, éditions La Découverte, 1994

Pierre Caminade, **Comores-Mayotte : une histoire néocoloniale**, Agone, 2010

Frantz Fanon, **Les damnés de la terre**, 1961, réédition La Découverte 2004

Makhily Gassama (dir.), **L'Afrique répond à Sarkozy : contre le discours de Dakar**, éditions Philippe Rey, 2009

Lénine, **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**, 1916, éditions Le Temps des cerises 2001 ou <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimper/vlimp.htm>

Monique Mas, **Paris-Kigali 1990-1994 : lunettes coloniales, politique du sabre et onction humanitaire pour un génocide en Afrique**, L'Harmattan, 1999

Jacques Morel, **Calendrier des crimes de la France outre-mer, l'Esprit Frappeur**, 2001, rééditions de 2006 sur <http://jacques.morel67.pagesperso-orange.fr/ccfo/crimcol.pdf>

Eric Toussaint Arnaud Zacharie, **Afrique : abolir la dette pour libérer le développement**, 2001, coédition CADTM-Syllepse

Eric Toussaint et Damien Millet, **60 Questions 60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale**, 2008, coédition CADTM-Syllepse

François-Xavier Verschave, **La Françafrique : le plus long scandale de la République**, 1998 Stock

François-Xavier Verschave, **Noir silence : qui arrêtera la Françafrique ?**, 2000, les Arènes

François-Xavier Verschave, **De la Françafrique à la Mafrafrique**, 2004, Tribord

### Filmographie :

Patrick Benquet, **Françafrique**, 2010 ([http://www.dailymotion.com/playlist/x1gt12\\_Phaires-Balises\\_fancafrique/1#video=#videoid=xg49vd/](http://www.dailymotion.com/playlist/x1gt12_Phaires-Balises_fancafrique/1#video=#videoid=xg49vd/))

René Vautier, **Afrique 50**, 1956

La colonisation de l'Afrique par les grandes puissances européennes, commencée au dix-septième siècle pour le commerce triangulaire, a pris toute son ampleur au dix-neuvième siècle. En 1900, le continent est colonisé à plus de 90 %. C'est une solution pour piller les ressources de l'Afrique afin de subvenir aux besoins du jeune système capitaliste, et d'écouler les marchandises produites dans les pays industrialisés. Ce pillage sans vergogne se fait jusqu'à l'affaiblissement du système colonial après les deux guerres mondiales.

### La mise en place de la Françafrique

La France est en proie à des troubles internes. Elle doit faire face à des luttes anticolonialistes très importantes, en Indochine, en Algérie et plus généralement en Afrique. Elle décide de « donner l'indépendance » à grand nombre de ses colonies. En 1960, par peur de la propagation des mouvements de libération nationale de type socialiste ou communiste, elle préfère se débarrasser de ses colonies (sauf l'Algérie qui luttera jusqu'en 1962 et de ses territoires d'outre-mer). Mais la colonisation continue sous d'autres formes, celle que l'on nommera la « Françafrique ».

De Gaulle résume sa politique en une phrase simple : « partir pour mieux rester ». La Françafrique n'est rien d'autre que le maintien des intérêts français en Afrique mis en place par les barbouzes de la République. À la tête de ce réseau néo-colonial se trouve, Robert Foccart, le trésorier du parti gaulliste, responsable des financements occultes d'origine africaine, un des responsables des services secret et des affaires africaines à l'Élysée. On lui doit la mise en place des régimes dictatoriaux « amis de la France », la continuité des pillages des ressources naturelles... Bref, le maintien du contrôle politique et économique de l'Afrique.

### La France supervise la politique africaine

La France a pu maintenir sa domination coloniale grâce à des gouverneurs locaux, des chefs d'États formés, placés au pouvoir et soutenu par elle. Ce sont eux qui dirigent leurs pays avec l'aide militaire française (1). Depuis peu, certains sont devenu gênant : la présence toujours plus forte des États-Unis et de la Chine pousse des dictateurs à négocier avec ces concurrents de la France. C'était le cas de Gbagbo en Côte d'Ivoire, qui l'a payé de sa place.

Ainsi, la carte politique africaine change, certains « amis de la France » sont mis de côté pour placer d'autres chefs d'États à la botte de la France (comme au Mali ou au Gabon) ou pouvant plaire à la France et aux États-Unis, comme Ouattara en Côte d'Ivoire.

L'impérialisme est un système économique, le « stade suprême du capitalisme ». Pour maintenir ses gains, le capitalisme doit contrôler

l'ensemble du processus productif, de l'extraction des matières premières à la vente des marchandises. La « division internationale du travail » théorisée par les économistes capitalistes du vingtième siècle aboutit à spécialiser les régions du monde : ici les matières premières et l'agriculture, là la main d'œuvre industrielle pas chère, ailleurs l'économie de services...

La France continue d'inféoder l'économie de ses anciennes colonies africaines à ses besoins propres. Elle utilise plusieurs moyens pour cela, d'abord celui d'une dette énorme et illégitime. Depuis la « décolonisation », des « aides financières » ont été accordées afin d'aider au développement économique des pays pauvres. Elles ont été conditionnées : elles n'ont été accordées qu'à condition de développer les secteurs qui intéressaient la France et ses entreprises.

Elles sont émises le plus souvent en Francs CFA (monnaie émise par le Trésor public français), dont la valeur est décidée à Paris. Elles transitent par la Suisse pour arriver dans les poches des gouvernements amis de la France.

Les capitalistes et politiciens français ont beau jeu de dénoncer la « corruption » des régimes africains. Mais pour qu'il y ait corruption, il faut bien des corrupteurs ! C'est grâce aux « aides » internationales que les dictateurs assoient leurs pouvoirs. De son côté, la France les maintient dans la dépendance, en leur imposant le remboursement des dettes, avec des intérêts dont les taux peuvent augmenter en fonction de la notation des agences internationales.

Le Fonds monétaire international (FMI) impose depuis les années 1980 et 1990 des plans d'« ajustement » visant à réduire les dépenses des États en privatisant à peu près tout ce qui est possible (services publics, ressources naturelles), en licenciant ou en cessant de rémunérer les fonctionnaires...

La mondialisation capitaliste est un moyen pour la France de promouvoir ses entreprises en Afrique. Les groupes industriels français sont presque aussi présents dans l'économie africaine que dans l'hexagone. Ils contrôlent les services privatisés. En Afrique de l'Ouest, tous les ports de la côte appartiennent à Bolloré, de même que les lignes de chemin de fer maliens. Bouygues a un quasi monopole sur le bâtiment, Orange dans la téléphonie, EDF dans l'électricité...

60 % des richesses minières du continent africain appartiennent directement aux pays impérialistes. Elles sont vendues directement en Europe, aux prix décidés par les « marchés » occidentaux. Elles y sont transformées et commercialisées sans que l'Afrique n'en reçoive aucune part.

Les bourgeoisies néo-coloniales

• **Djibouti : base permanente de 1400 militaires (1900 actuellement)**

• **Gabon : base permanente de 450 militaires (900 actuellement)**

• **Sénégal et Cap Vert : bases permanentes de 350 militaires**

• **Mali (opération « Serval ») : 2000 militaires**

• **Tchad (dans le cadre de l'opération « Épervier ») : 950 militaires**

• **République centrafricaine (dans le cadre de l'opération « Boali ») : 600 militaires**

• **Côte d'Ivoire (dans le cadre de l'opération « Licorne ») : 450 militaires**

• **Émirats arabes unis (hors d'Afrique, mais dans le cadre de l'opération « Atalante » de lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes) : 700 militaires**

• **Îles de la Réunion et de Mayotte (ou Mayotte) : la seconde est département français en 2011, alors que l'Assemblée générale des Nations unies a rappelé et confirmé son appartenance à l'État comorien en 1976 et en 1994 !**

africaines sont les seules bénéficiaires de l'exploitation de leurs peuples. Si elles sont dépendantes des pays capitalistes avancés, elles n'en sont pas moins exploités par leurs propres populations laborieuses.

### L'intervention militaire au Mali

L'intervention française au Mali est un exemple très concret de ces mécanismes impérialistes. Le Nord-Mali (l'Azawad) est un territoire riche de nombreuses ressources naturelles inexploitées (notamment en pétrole et uranium), entouré par des zones exploitées par Areva, Total ou Mittal.

Depuis la période coloniale, les pays occidentaux ont tracé des frontières ne correspondant pas à l'implantation des populations sur place. La domination économique écrase le développement des pays comme le Mali. Le véritable motif de cette intervention, c'est la réaffirmation de l'emprise politique et économique française sur le continent africain. Les véritables effets c'est, pour les actionnaires d'AREVA et de Dassault, l'envolée du cours de leurs actions. Pour les Africains, sommés de rembourser une dette illégitime, c'est un appauvrissement toujours croissant. Pour notre gouvernement, ce sont des dépenses vertigineuses et donc un prétexte idéal pour introduire toujours plus de reculs sociaux (dette de l'État, mesures d'austérité) et de reculs démocratiques (lois « antiterroristes » et sécuritaires avec un énième renforcement de Vigipirate). En réalité, pour la guerre au Mali comme pour celles d'Afghanistan, d'Irak ou de Libye, ce sont les puissances impérialistes qui veulent dicter leurs lois à tous les peuples.

Députés et sénateurs, USA, OTAN, ONU et UE, sont unanimes pour féliciter Hollande au nom de la lutte contre le terrorisme et l'avancée du fondamentalisme religieux dans le monde. Les grands médias dominants nous ressassent le même message : c'est malheureux, mais il n'y a pas d'autre solution pour libérer les peuples que de les bombarder !

L'intervention militaire française au Mali d'aujourd'hui, comme celles d'hier au Tchad ou en Côte d'Ivoire,

n'est pas motivée par des aspirations de liberté pour les peuples africains. La défense des intérêts financiers intervenant dans l'exploitation de l'or, de l'uranium et des hydrocarbures en est la véritable raison. Ces ingérences des pays impérialistes ont de graves conséquences politiques, économiques et écologiques dans les pays concernés.

### RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES FRANÇAISES ET LEURS ALLIÉS

• **Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

• **Démantèlement des bases militaires françaises en Afrique**

• **Droit au séjour inconditionnel pour les Maliens en France**

• **Arrêt des expulsions, régularisation de tous les sans-papiers**

(1) *La France dispose de quatre bases militaires permanentes en Afrique, elle participe à des opérations de « maintien de la paix » et y possède deux départements d'outre-mer (Voir aussi encadré)*

# 8 MARS, L'ÉGALITÉ RESTE ENCORE À GAGNER !

**L**e 8 mars aura lieu la journée internationale pour les droits des femmes. On voudrait nous faire croire que, depuis la fin des années 70 et les droits gagnés par le mouvement autonome des femmes, l'égalité serait acquise et le féminisme devenu obsolète. Pourtant, les inégalités entre femmes et hommes persistent et s'aggravent avec la crise. Depuis 2007 les hommes représentent 53% des salarié-e-s et les femmes 47%, mais elles occupent deux tiers des emplois peu ou pas qualifiés, 82% des temps partiels et 80% des salarié-e-s touchant moins que le SMIC sont des femmes. De plus, à travail égal, leurs salaires sont inférieurs en moyenne de 25% à ceux des hommes. Ces inégalités dans le monde du travail se répercutent sur leurs retraites car elles ont le plus souvent des carrières incomplètes : ce sont elles qui prennent des congés parentaux, qui ont le plus de CDD, etc. Si les femmes représentent la moitié des salarié-e-s, ce sont pourtant toujours elles qui ont toujours en charge 80% des tâches ménagères, tâches qui sont en réalité est un travail non rémunéré. La double journée de travail pour les femmes est donc toujours une réalité !



Les violences faites aux femmes sont malheureusement elles aussi d'actualité : que ce soit au travail, dans la sphère dite privée ou dans la rue. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint. La remise en cause de la loi sur le harcèlement sexuel au travail,

les viols, les publicités sexistes, et même les réflexions systématiques qui paraissent les plus anodines mais qui sont autant de violences insidieuses, nous montrent que le sexisme n'est pas derrière nous.

Si le droit à l'avortement a été obtenu par les luttes des femmes, il est sans cesse remis en question, notamment

par la réforme Bachelot qui a entraîné la fermeture de nombreux centres IVG. Et nous avons vu les prières de rue de Civitas devant l'hôpital Tenon, protégées par la police.

Si le gouvernement Hollande, nous a sorti le grand jeu de l'égalité sur la question du mariage pour tous, nous l'avons surtout vu reculé sur la Procréation

Médicalement Assistée, reportée aux calendes grecques ! Aujourd'hui, elle est seulement autorisée pour les couples hétérosexuels. Ni les lesbiennes, ni les femmes seules n'y ont accès, ce qui prouve que le droit à disposer de son corps, le droit à avoir des enfants ou non, reste encore à gagner !

Ce n'est que par les luttes que nous conserverons et gagnerons de nouveaux droits ! Nous devons descendre dans la rue le 8 mars pour défendre nos droits et en revendiquer de nouveaux !

**Lucie et Mimosa (comité jeunes de Rennes)**

## « LE CHANGEMENT C'EST MAINTENANT ! », ET LA PMA C'EST POUR QUAND ?

Nous avons assisté ces derniers mois à une déferlante d'homophobie de la part des réactionnaires de tous bords. Face à cela le gouvernement a tergiversé et ne vote finalement qu'une loi à minima. En effet, le contenu de la loi sur le droit au mariage pour tous est insuffisant et le gouvernement a décidé de reporter la discussion sur la Procréation médicalement assistée (accès au don de sperme, à la fécondation in vitro) aux calendes grecques.

Alors que la PMA est quelque chose de parfaitement légal pour les couples

hétérosexuels, et constitue une des revendications principales du mouvement LGBTI à l'heure actuelle, le gouvernement et les députés socialistes ont préféré repousser à plus tard ce vote, se contredisant dans les dates et la soumettant au Comité d'éthique. Et pour maintenir les inégalités, une circulaire gouvernementale menace de sanctionner les gynécologues qui orienteraient leurs patientes vers des établissements étrangers. Une fois de plus, le PS recule devant la droite !

Nous réclamons l'égalité des droits

totale, sans restriction. Les femmes doivent pouvoir disposer librement de leur corps et décider d'avoir des enfants ou non, qu'elles soient lesbiennes ou hétéros. De plus, l'homophobie est présente au quotidien dans la vie de tous les jours (au travail, dans la rue, à l'école,...).

Ainsi, les dons de sang et d'organe sont toujours interdits aux homosexuelLES. Les personnes trans sont soumises par l'État à des humiliations et des interdictions qui doivent être impérativement levées (changement

d'identité facilité, dépathologisation, prise en charge par la sécurité sociale de l'ensemble de la transition...). Il faut donc encore mener des batailles contre l'homophobie, la transphobie, et le sexisme, dont l'omniprésence a été plus que confirmée par les récents débats, que des lois ne feront pas disparaître ! Il faut donc mettre en place de réelles mesures de lutte contre la discrimination, dans les écoles notamment, mais aussi en ouvrant des centres d'accueil pour les jeunes victimes d'homophobie.

La bataille sur l'égalité des droits est loin d'être gagnée. Nous voulons et devons obtenir plus que cette loi à minima, plus que « le droit de pouvoir ne pas se marier »... Pour tout cela, il est nécessaire que la mobilisation continue ! Nous ne pouvons pas laisser la rue aux réactionnaires !

**Néva (comité jeunes Paris 8-Saint-Denis)**

### LES SALLES DE SHOOT C'EST BIEN, LÉGALISER LES DROGUES C'EST MIEUX !

**M**atignon a donné son feu vert pour tenter l'expérience d'une salle de consommation de drogue à Paris. Ces salles, qui s'adressent à un public de toxicomanes de rue, doivent leur permettre de consommer leurs propres produits dans de bonnes conditions d'hygiène et sous supervision de personnels de santé. Elles ont pour vocation de diminuer les risques de contamination, notamment par l'hépatite C ou le VIH, en distribuant du matériel stérile à des usagers. Au Portugal, depuis 2001, la consommation de toutes les drogues a été dépénalisée sans que l'usage augmente et les Hollandais consomment moins de drogue que les Français. N'oublions pas que les deux drogues les plus dangereuses en France sont légales: le tabac (60 000 morts par an) et l'alcool (35 000 morts par an). Le seul moyen pour faire réellement de la prévention et de l'aide à la diminution des risques (utilisation de seringues stériles pour prévenir les infections par exemple) passe par la dépénalisation des drogues.

### SOIS JEUNE ET TAIS-TOI !

**J**ean-Marc Ayrault a annoncé des mesures le 21 janvier, avec son « plan quinquennal » contre la pauvreté. Dans la lignée des contrats « de génération » et « emplois d'avenir », le Premier ministre veut créer dans les zones urbaines sensibles des « emplois francs », c'est-à-dire exonérés de cotisations sociales. Un « contrat d'insertion » est également prévu pour 100 000 jeunes non qualifiés de 18 à 25 ans, qui s'engageront à accepter n'importe quelle offre d'emploi pour toucher 450 euros de RSA.

Les organisations les plus à l'offensive contre le Contrat première embauche (CPE) en 2006, notamment l'UNEF, refusent toute initiative contre le gouvernement, quand elles ne le suivent pas carrément. Dans les lycées, les facs et les boîtes, il est temps de regrouper les jeunes qui refusent l'alternative chômage-précarité !